



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

91^e Session du Conseil exécutif

Déclaration

**prononcée par S.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC**

Point 5 : Débat général

La Haye 09 - 12 juillet 2019

Check against delivery

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

91th Session of the Executive Council

Statement

**by H.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW**

Item 5: General debate

The Hague 09 - 12 July 2019

Monsieur le Président,

Pour commencer, permettez-moi de vous féliciter pour votre nouveau rôle et de remercier le Directeur général pour sa déclaration. Je tiens à vous assurer du plein soutien de la délégation suisse et de notre entière coopération.

En ce qui concerne la Syrie, et alors que de nouvelles allégations d'utilisation d'armes chimiques continuent de faire surface, je voudrais réitérer que la Suisse condamne avec la plus grande fermeté toute utilisation d'armes chimiques par tout acteur, en Syrie comme ailleurs. L'utilisation répétée d'armes chimiques en Syrie met en cause l'interdiction de longue date d'emploi d'armes chimiques et porte atteinte à l'intégrité de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

La Suisse demeure très préoccupée par les rapports de la Mission d'établissements des faits ("FFM") attestant de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. S'agissant de la déclaration initiale syrienne, la Suisse a pris note du dernier rapport de l'Équipe d'évaluation des déclarations ("DAT") et déplore les obstacles persistants rapportés aux progrès de la mission. Certaines des conclusions récentes de la DAT au sujet de substances précédemment non-déclarées et concernant la gestion des sites par les autorités syriennes sont inquiétantes. D'autre part, et ceci est tout aussi inquiétant et répréhensible, nous avons observé des tentatives de créer des doutes quant à la validité des conclusions de l'OIAC dans l'exécution de sa mission, y compris en ce qui concerne l'incident de Douma. Il n'y a absolument aucun doute dans notre esprit et nous avons pleinement confiance dans les conclusions du Secrétariat technique, qui a constamment mené ses missions dans le contexte de la FFM, de la DAT et par le passé du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU (le « JIM ») de manière professionnelle et impartiale, dans le plein respect de son mandat.

La Suisse a soutenu la décision de la Conférence des Etats parties d'établir au sein de l'OIAC un mécanisme visant à identifier l'origine des armes chimiques utilisées, ainsi que les parties responsables de leur utilisation. Nous saluons le progrès accompli pour mettre sur pied l'Équipe d'enquête et d'identification (IIT). Le IIT a été chargé par les Etats-parties d'enquêter et d'identifier les auteurs d'attaques utilisant des armes chimiques en Syrie. Mon gouvernement soutient pleinement ce mandat et a exprimé l'importance qu'il y attache en versant une contribution financière volontaire au IIT.

Monsieur le Président,

L'OIAC a prouvé à maintes reprises sa valeur indispensable à l'édification d'un monde exempt d'armes chimiques. Pour pouvoir relever ce défi et veiller à ce que l'utilisation de produits chimiques toxiques à des fins hostiles appartienne définitivement au passé, la Convention doit être préparée pour l'avenir. Sur la base de nos réflexions sur la prévention de la réémergence des armes chimiques, nous réitérons notre conviction qu'il est nécessaire d'aborder enfin la question de l'utilisation de produits chimiques toxiques agissant sur le système nerveux central dans le cadre du maintien de l'ordre public.

La Suisse, l'Australie et d'autres pays expriment leurs préoccupations à ce sujet depuis de nombreuses années. Nos préoccupations ne sont pas uniquement partagées par un ou deux pays. C'est une préoccupation que partagent la communauté scientifique, la société civile et plus de 40 États parties à cette organisation de toutes les régions.

La Suisse et un nombre croissant d'États parties craignent qu'une inaction prolongée sur cette question importante ne compromette l'objet et le but de la Convention. Après plus d'une décennie d'activités d'information et de sensibilisation et trois conférences d'examen qui n'ont pas abouti à un consensus sur le lancement d'une simple discussion, la Suisse estime que le débat ne doit plus être reporté. Le moment est venu pour les États parties d'entamer une discussion au sein des organes décisionnels de l'OIAC. Les risques liés à l'inaction sont bien plus importants que les avantages que certains pourraient percevoir à demeurer dans le silence et l'incertitude actuels. À cette fin, la Suisse lancera, avec d'autres États parties, un processus visant à élaborer un projet de décision qui reflète nos préoccupations.

Merci Monsieur le Président.

Mr. Chair,

At the outset, let me congratulate you for your new role and thank the Director-General for his statement. I assure you of the full support and cooperation of the Swiss delegation.

With regard to Syria, as new allegations of use of chemical weapons continue to surface, let me reiterate that Switzerland condemns in the strongest possible terms any use of chemical weapons by any actor in the Syrian Arab Republic or elsewhere. The repeated use of chemical weapons in Syria challenges the long-standing prohibition of chemical weapons and undermines the integrity of the Chemical Weapons Convention (CWC).

Switzerland remains very preoccupied by the reports of the OPCW Fact-Finding Mission (FFM) on chemical weapons use in Syria. Also with regard to Syria's initial declaration, Switzerland has taken note of the latest report of the Declaration Assessment Team (DAT) and is concerned about the continuing impediments to progress reported. Some of the latest findings of the DAT regarding previously undeclared substances and reports concerning site management by Syrian authorities are worrying. Equally concerning and downright reprehensible are the attempts we have witnessed to create doubts as to the validity of the findings of the OPCW in the delivery of its mission, including with regard to the incident in Douma. There is absolutely no doubt in our mind and we have full confidence in the work and findings of the Technical Secretariat, which has consistently conducted its missions in the context of the FFM, the DAT and the Joint Investigative Mechanism in a professional and impartial way, in full respect of its mandate.

Switzerland supported the decision of the Conference of States Parties to establish a mechanism within the OPCW that serves to identify the origin of chemical weapons used as well as the parties responsible for it. We welcome the progress achieved in setting up the Investigation and Identification Team (IIT). The IIT has been tasked by States Parties to investigate and identify the perpetrators of chemical weapons attacks in Syria. My government stands fully behind this mandate and expressed its support by making a voluntary financial contribution to the IIT.

Mr. Chair,

The OPCW has proven time and again its indispensable value when it comes to building a world free of chemical weapons. In order to live up to this challenging task and ensure that the use of toxic chemicals for hostile purposes will never re-emerge, the CWC must be prepared for the future. Based on our reflections on the prevention of the re-emergence of chemical weapons, we reiterate our conviction that, at long last, it is necessary to address the issue of the use of central nervous system-acting chemicals for law enforcement purposes.

Switzerland, Australia and other countries have been voicing their concerns about this issue for many years. Our concern is not only shared by one or two countries. It is a concern shared by the scientific community, civil society and over 40 States Parties to this Organisation of all regions. Switzerland and an increasing number of States Parties fear that further inaction on this important issue risks undermining the object and purpose of the Convention.

After more than a decade of outreach and awareness-raising and three Review Conferences that failed to agree on the start of a mere policy discussion, Switzerland believes that a debate must no longer be delayed. The time is ripe for States Parties to take up this issue within the OPCW's policy-making organs. The risks of inaction are far greater than potentially perceived benefits of keeping the current silence and uncertainty.

To that end, Switzerland, together with other States Parties, will start a process with the aim of working towards a draft decision that reflects our concerns.

Thank you, Mr. Chair.